



23 juin 2013

Programme fondamental du PSE

Des acquis dont nous sommes fiers

L'Histoire montre que les socialistes et les sociaux-démocrates ont toujours lutté pour l'emploi de qualité, la protection sociale, le bien-être et une vie meilleure pour tous dans des sociétés justes. Nous avons ouvert la voie à l'État-Providence, à l'accès universel à l'enseignement et aux soins de santé et à l'égalité des droits pour tous. Nous nous battons pour le rassemblement des peuples, que ce soit au niveau local, régional, national, européen et international. C'est pourquoi nous avons toujours œuvré de concert avec les mouvements de travailleurs, de féministes, de jeunesses et de défense des droits civiques. Nous continuerons à le faire à l'avenir pour créer de nouvelles alliances pour bâtir des sociétés justes et permettre à tous une vie d'épanouissement.

Notre action politique a survécu à la guerre, la dictature et le totalitarisme. Pour nous, le rassemblement des peuples passe également par l'unification des États au sein du projet européen. L'Union européenne doit être un authentique engagement pour la paix, le progrès et la prospérité pour tous. Notre Europe est un projet d'espoir, pour chaque européen.

Nos valeurs

Le Parti socialiste européen est un parti européen moderne progressiste. Notre Déclaration de principes définit cinq valeurs, qui constituent le cadre de référence de notre action politique : la liberté et la démocratie, l'égalité et la justice, et la solidarité. Notre Programme fondamental quant à lui, dessine les contours de notre responsabilité commune pour l'avenir de l'Europe. Pour réaliser nos objectifs de paix, de progrès et de prospérité durable pour tous au XXI^e siècle, l'Union européenne et une Union sociale doivent être le cadre de notre action politique.

Les défis du XXI^e siècle

Nous devons renforcer notre combat pour la mise en œuvre de nos valeurs parce que dans le monde d'aujourd'hui, elles sont mises à mal. Le capitalisme débridé a plongé le monde dans une crise qui menace la paix, la prospérité et le progrès pour tous. L'essor du capitalisme financier s'est accompagné d'une hausse des inégalités dans la répartition du pouvoir et des richesses, dans l'accès aux droits, à l'information et à la connaissance et menace l'égalité des chances. Il sert les intérêts de quelques nantis et engendre une insécurité économique, la hausse du chômage, et un déclin d'adhésion à la démocratie et au projet européen ainsi qu'une crise de confiance dans les institutions européennes. L'extrémisme et la xénophobie sont en recrudescence et exacerbent le phénomène de fragmentation sociale tandis que le chômage condamne nos jeunes générations à un avenir sans espoir. La croissance démographique à l'échelle mondiale et le vieillissement de la population en Europe, le changement climatique et la surconsommation des

ressources naturelles sont autant de nouveaux défis qui mettent à mal nos valeurs.

Le monde se transforme rapidement. Le développement technologique et l'innovation créent un niveau d'interconnexion économique, sociale et culturelle et d'interdépendance sans précédent. Pour un nombre croissant de personnes, les valeurs que sont la liberté, l'égalité, la solidarité, la justice et la démocratie ne font plus sens au quotidien et l'avenir est une source d'inquiétude profonde.

Nous, socialistes, socio-démocrates, travaillistes et progressistes démocrates refusons de céder à cette politique du pessimisme qui ne prêche que résignation. Nous rejetons le discours de haine qui désigne certains individus ou communautés comme boucs émissaires, coupables de tous les maux dont souffre la société. Nous voulons au contraire apporter une réponse aux défis auxquels la population fait face et restaurer un sentiment d'espoir dans l'avenir. L'Europe est notre réponse sociale et démocratique aux défis que pose la mondialisation.

Notre engagement progressiste pour l'Europe

Nous nous engageons à construire une Europe progressiste fondée sur nos valeurs. Notre engagement pour le plein emploi reste au cœur de notre action politique et notre promesse progressiste. Nous voulons que chacun soit à même de créer les conditions nécessaires à son émancipation au sein de sociétés inclusive et justes. Il s'agit de développer le sentiment d'appartenance de tous les citoyens à l'Union européenne. L'Union européenne doit redevenir un projet d'espoir, de progrès et de prospérité pour tous. Pour ce faire, nous agissons sur trois champs : une nouvelle économie politico-démocratique, une nouvelle définition de la justice sociale pour tous et un nouveau modèle progressiste pour l'Union européenne.

Une **nouvelle économie politique** permet à **toutes les parties prenantes de l'économie**, à tous les citoyens et à la société dans son ensemble, d'exercer un **contrôle démocratique dans une économie sociale de marché**. L'essor et une sur-dépendance au capitalisme financier ont engendré une concentration trop forte des richesses et un déséquilibre dans la répartition du pouvoir qui menacent les processus politiques et démocratiques. Tous les citoyens doivent avoir les moyens d'exercer un contrôle démocratique. Ceci implique que tous les processus de décision économiques européens soient transparents et démocratiques. L'Union européenne est perçue comme technocratique et semble aujourd'hui bien éloignée de la réalité du quotidien des gens. Il en va de notre responsabilité politique de développer une sphère publique européenne et d'encourager la responsabilisation démocratique. Il s'agit de toujours évaluer quel niveau de gouvernement est le mieux équipé pour assumer telles ou telles politiques, par soucis d'efficacité et dans le but de rester au plus près des gens.

Nous voulons **mettre en place une justice sociale pour tous**. Il s'agit d'inverser la fragmentation sociale, l'appauvrissement et la croissance des inégalités qui minent la perspective d'un avenir meilleur et la possibilité pour chacun de participer en société. Notre nouvelle définition de la justice sociale découle de la volonté de doter chaque citoyen des outils économiques, sociaux et politiques nécessaires à son émancipation en société. Tout le monde dispose du droit inaliénable de mener une vie épanouie dans une société juste. Dans une société juste les hommes et les femmes partagent équitablement le pouvoir, les responsabilités et les droits. Cela signifie également que tout le monde a la responsabilité de vivre bien, sur le plan personnel, à l'égard d'autrui et dans la société. Le droit à un enseignement de qualité et à un emploi valorisant, tous deux ancrés dans un système de sécurité sociale solide, sont l'essence de notre New Deal social pour l'Europe.

Nous voulons redessiner l'Union européenne afin qu'elle devienne une Union de solidarité. Cette perspective présuppose une coopération au sein de l'Union européenne pour créer une société européenne et une démocratie européenne, dans laquelle les citoyens, les communautés et les pays membres sont animés d'un sentiment de responsabilité envers les autres et le reste du monde. Cette responsabilité commune guide la manière dont nous vivons et travaillons ensemble. Nous sommes solidaires des pays dans lesquels l'économie fait face à des difficultés financières dans lesquels la population souffrent du chômage et de la pauvreté. En renforçant la cohésion interne de l'Union européenne, nous augmenterons sa capacité à agir au niveau international en faveur de la paix, de la prospérité et du progrès. Nous vivons dans un monde régi par les interconnexions économiques, sociales et culturelles. Nous ne pouvons nous développer indépendamment des autres régions du monde et nous ne pouvons pas nous développer aux dépens de ces régions. Une Union européenne progressiste et démocratique, empreinte de solidarité entre les citoyens et les pays membre, apportera davantage de sécurité à chacun pour mieux vivre à l'ère de la mondialisation.

I. Une nouvelle économie politique

Notre mission est de construire et de redéfinir le projet économique, social et politique européen. Nous soutenons une intégration future pour devenir une Union politique et économique. L'Union européenne doit être au centre de notre projet pour restaurer stabilité économique, prospérité et progrès social. Une nouvelle économie politique, fondée sur la l'imbrication de nos valeurs de liberté et de démocratie, doit permettre de rétablir le contrôle démocratique sur le processus de décision économique. Nous établirons ainsi une économie dans laquelle toutes les parties prenantes, que ce soit les citoyens ou la société, conservent le contrôle démocratique dans une économie sociale de marché. L'économie doit être au service de la population et de la société. Telle devrait être la tâche principale des institutions nationales et européennes. Le but d'une économie est de créer de l'emploi de qualité et de tendre vers le plein emploi et la prospérité. Des emplois de qualité doivent être la garantie d'une sécurité économique et du bien-être des travailleurs, aujourd'hui et demain. Le plein emploi et des emplois de qualité sont au cœur d'une croissance équitable et durable, respectueuse des individus et l'environnement et qui renforce la cohésion sociale. Nous voulons réinstaurer la primauté des citoyens et de la société sur le politique, la primauté du politique sur l'économie et la primauté de l'économie réelle sur le capitalisme financier. Cela implique des institutions politiques légitimées sur le plan démocratique, capables de contrebalancer les forces du marché et un renforcement de la participation et du contrôle démocratique au niveau supranational.

Pour une sphère publique européenne et la démocratie réelle

Une véritable démocratie européenne est notre idéal. Elle incarne le principe selon lequel ensemble, nous sommes plus forts. La démocratie délibérative se rapporte à la façon dont nous façonnons les relations entre citoyens d'une même société ; la politique se met et reste au service des citoyens et guide les processus socio-économiques en leur nom. Ce processus doit être encadré par une sphère publique européenne, qui fait office d'espace de dialogue permanent. La démocratie européenne doit être améliorée et le rôle du Parlement européen, seule institution élue au suffrage direct, doit être renforcé. La composition de la Commission européenne doit refléter les résultats des élections parlementaires européennes. Enfin, notre mouvement politique a la responsabilité de démocratiser nos partis et d'assurer une représentation égalitaire en leur sein.

La sphère publique européenne doit faire partie intégrante de l'Union européenne. Le travail des partis politiques européens est un pas décisifs dans le bon sens. De plus, elle

doit fonctionner de façon continue, lors des élections européennes et de par les différentes formes de participation civique ; l'Initiative citoyenne européenne en constitue un bel exemple. Renforcer le dialogue social et le rôle des syndicats est aussi essentiel pour faire entendre la voix des travailleurs et des travailleuses et doit être complétement par les organisations de la société civile, qui encouragent également, entre autres, la participation de tous ceux qui restent en marge du syndicalisme. L'Union européenne doit retrouver sa crédibilité aujourd'hui mise à mal si elle souhaite restaurer stabilité, progrès et prospérité pour tous. Cette crédibilité a été ternie par la nature élitiste de ses processus de décisions et encore davantage par une attitude nonchalante face au déclin de soutien public pour ses décisions et parce qu'elle préconise la primauté de Marché unique sur les considérations sociales. Les futures réformes de Traités européennes pour renforcer la démocratie européenne devront être élaborées dans le cadre d'une Convention au sein de laquelle Parlements et gouvernements coopèrent sur un pied d'égalité and qui permette aussi la participation de la société civile. Afin de restaurer la crédibilité de l'Union européenne, les droits des citoyens européens doivent être renforcés. C'est pourquoi le chaque citoyen devrait se voir accorder le droit de vote au niveau régional droit dans le l'Etat membres où il ou elle réside.

Nous vivons dans une société, pas dans une économie

L'économie doit être au service de la société. Elle doit être subordonnée à des instruments politiques bénéficiant d'une légitimité démocratique et qui déterminent les règles régissant l'économie et les marchés financiers. Une nouvelle économie politique doit permettre à la population d'exercer un contrôle démocratique et d'encadrer le mandat politique de toutes les institutions européennes. Ce mandat doit être exécuté à travers une nouvelle structure institutionnelle économique, sociale et démocratique. Fondée sur des règles obéissant aux principes de responsabilité et de transparence, cette structure institutionnelle doit permettre la mise en place d'une économie sociale de marché.

La gouvernance économique de l'Union européenne doit devenir un outil pour définir les politiques économiques de l'Union dans un esprit de solidarité. Elle doit être ancrée dans un processus de délibération démocratique à tous les niveaux de gouvernance. La gouvernance économique doit non seulement prendre en compte les éléments budgétaires et de marché mais aussi les impacts sociaux et l'exigence d'un bon fonctionnement du système de sécurité sociale. Notre cadre de référence est l'Union européenne à vingt-huit États membres, même si les défis économiques auxquels nous faisons face sont d'ordres mondiaux. Les forces économiques nécessitent la mise en place d'un contre-pouvoir sociétal et politique fort. Les institutions européennes doivent transcender les intérêts nationaux pour qu'un véritable contrôle démocratique sur les décisions économiques soit possible et que toutes les parties prenantes de l'économie soient responsables les uns envers les autres. En tant qu'assemblée directement élue, le Parlement européen devrait avoir de droit d'initiative législative. De plus, il doit prendre part aux processus de décisions liés à l'examen annuel de la croissance et jouer un rôle clé dans le Semestre européen.

Pour une économie de participation

Nous avons pour ambitions la mise en œuvre d'une économie sociale de marché. L'économie doit servir les intérêts des citoyens et un outil pour améliorer les conditions de vie de tous les européens. Les citoyens doivent devenir de véritables parties prenantes dans nos économies et ne plus être soumis aux conséquences des intérêts d'une minorité d'actionnaires. Ce principe démocratique se situe au cœur de notre nouvelle économie politique. Chaque homme et chaque femme a un intérêt dans l'économie réelle, en tant qu'ouvrier ou entrepreneur, investisseur, consommateur ou utilisateur des services publics. Le secteur public, les entreprises sociales et les petites et les grandes entreprises

sont également des parties prenantes dans une économie. Nous devons permettre à tous ceux qui sont parties prenantes dans une économie d'avoir leur mot à dire et sur un pied d'égalité pour définir une économie sociale de marché. Ce faisant, nous lutterons contre les déséquilibres de pouvoir induits par les marchés non réglementés.

L'économie sociale de marché européenne doit être régie par des règles transparentes. Nous ne tolérons pas des concentrations si fortes de l'accumulation de revenus, de richesses et de pouvoir aux mains de quelques nantis. Cela a permis à certains d'amasser des fortunes immenses, dont l'ampleur met certains États démocratiques au bord de la faillite. Une meilleure coordination et une meilleure coopération à tous les niveaux de gouvernance, avec un système démocratique intégré basé sur l'équilibre des pouvoirs, s'imposent, à la fois pour s'attaquer aux excès du capitalisme financier et pour une plus grande transparence de l'allocation et de l'utilisation de fonds publics. Un meilleur engagement et une meilleure protection des consommateurs et des utilisateurs dans le développement de produits et la mise à disposition de services peuvent garantir une meilleure qualité et des régimes de consommation plus intelligents. Afin de mieux distribuer le pouvoir entre les parties prenantes de l'économie, nous voulons encourager la codétermination et la participation des travailleurs. En soutenant les organisations coopératives et mutualistes, nous voulons stimuler des modèles d'entrepreneuriat démocratiques. Nous reconnaissons l'importance de la Banque centrale européenne et notamment son rôle crucial dans la résolution de la crise actuelle, notamment en achetant des obligations souveraines. La stabilité des prix ne peut pas être le seul objectif de la Banque centrale européenne. Une orientation future de la banque devrait inclure sur un pied d'égalité, le taux d'emploi et la croissance économique.

Brider le capitalisme financier et renforcer l'économie réelle

La primauté de l'économie réelle sur le secteur financier doit être restaurée. Les citoyens et leurs représentants élus ainsi que la société dans son ensemble doivent être en mesure d'exiger que les marchés financiers leur rendent des comptes. L'avidité, la spéculation et le manque de transparence dans le secteur financier ont eu des effets profondément destructeurs sur la vie des citoyens et ont entraîné des déséquilibres de pouvoir et une croissance des inégalités. Le capitalisme financier mondial doit être contrôlé par une coordination et une réglementation adéquates au niveau international, européen et national. Nous sommes en faveur de la taxe sur les transactions financières comme l'un des freins au capitalisme financier. Les socio-démocrates luttent également contre les paradis fiscaux, la fraude fiscale et l'évasion fiscale et une planification fiscale agressive. Les paradis fiscaux doivent être fermés.

Le secteur financier doit garantir liquidité et protection des dépôts, tout en fournissant des crédits à l'investissement et en prêtant aux partis-prenantes de l'économie réelle. L'Union européenne doit faire partie d'un cadre pour coordonner les efforts visant à établir des règles de transparence au sein des marchés financiers et dans le secteur bancaire. La séparation des banques d'affaires et de dépôt et la mise en œuvre de règles de gouvernance d'entreprise et de nouveaux systèmes de rémunération sont autant de moyens pour lutter contre les comportements irresponsables sur les marchés financiers. Les lois sur la protection des consommateurs doivent être renforcées pour préserver l'épargne des citoyens. Les exigences en matière de fonds propres et la création de fonds de résolution définies à l'échelle internationale et européenne sont la garantie d'un système financier et d'un secteur bancaire plus résistants. Les droits et devoirs des Etats membres non membres de L'union monétaire doivent être respectés.

Pour la prospérité et une croissance durable

La prospérité résulte d'une croissance économique qui allie croissance durable et progrès

social pour tous. Le plein emploi et la garantie d'emplois de qualité, le bien-être individuel et de la société, un niveau de vie élevé, la cohésion sociale, la préservation des ressources naturelles et de l'environnement : tous ces critères sont des indicateurs de croissance équitable et durable. Nous atteindrons ces objectifs en investissant dans la recherche, l'innovation, les infrastructures et le capital humain.

L'Union européenne a besoin d'une nouvelle stratégie de développement durable et de prospérité. Elle doit permettre à toutes les régions de se développer tout leur potentiel, tout en renforçant la cohésion sociale, économique et territoriale à travers l'Union. Une nouvelle stratégie industrielle européenne doit encourager la spécialisation régionale, soutenir les avantages comparatifs des secteurs de croissance industrielle et se fonder sur la connaissance des collectivités locales et régionales de l'Union européenne des structures de l'industrie dans chaque région. L'Europe a besoin d'une industrie forte, qui génère de l'emploi décent pour les citoyens européens et contribue à une croissance durable. Nous avons besoin d'une politique industrielle européenne, qui soutienne l'industrie et l'infrastructure nécessaire, en artichier pour les petites et moyennes entreprises et tout en respectant les critères sociaux et environnementaux. La compétitivité européenne ne doit pas se fonder sur les bas prix mais bien sur des produits et services européens d'excellente qualité et sur l'innovation. Les Etats membres, les collectivités locales et régionales et les partenaires sociaux doivent être pleinement impliqués dans la définition d'une politique industrielle européenne. De plus, nous voulons une Europe qui soit fortement connectée au reste du monde. L'Union européenne a besoin d'une stratégie globale qui comprend des règles sociales, environnementales, des normes de protection des droits de l'homme et respectueuse de la diversité culturelle pour établir des accords commerciaux avec des pays tiers. Il est urgent de créer massivement des emplois de qualité pour faire face au chômage et à la pauvreté. Tout en rappelant son attachement aux négociations multilatérales, l'UE favorisera systématiquement l'inclusion de clauses sociales et environnementales dans la conclusion de ses accords commerciaux bilatéraux.

Combattre les inégalités

Notre engagement pour le plein d'emploi et pour la création d'emplois de qualité est au cœur de notre action politique. Dans une nouvelle économie politique, la valeur du travail et celle du capital sont d'importance égale. En favorisant la croissance durable et une distribution plus équitable des revenus, des richesses et du pouvoir, nous construirons des sociétés plus égalitaires et encouragerons la mobilité sociale. Ceci nécessite la mise en place d'institutions du marché du travail solides et de mesures de protection sociale fortes, qui font office de stabilisateurs automatiques. Tel est l'avantage comparatif de l'Europe dans l'économie mondiale.

L'Union européenne et les Etats membres augmenteront leur capacité d'action en faveur ressources et le potentiel du budget européen. L'Union européenne doit être dotée d'un budget européen équitable et bien équilibré. Il doit être réformé afin que les lignes budgétaires et l'allocation des ressources serve mieux la prospérité économique, l'innovation technologique et la justice sociale. Nous souhaitons une réforme radicale pour garantir un budget européen qui soit un budget d'investissement dans l'emploi, la croissance et les industries de demain. Ceci reflète le choix politique d'investir dans le bien-être de tous les citoyens européens. De plus il est essentiel d'augmenter la transparence et le contrôle démocratique de la politique budgétaire européenne pour atteindre nos objectifs. A plus long terme, il s'agira de contempler la possibilité d'une synchronisation du cycle budgétaire européen et des mandats politiques, en particulier celui du Parlement européen. Le débat sur l'architecture financière de l'Union européenne doit aller au-delà du discours technocratique focalisé sur les luttes de pouvoir et le

« principe de subsidiarité ». Les fonds structurels et le fond de cohésion sont des leviers pour l'action politique au niveau local, régional et national.

Pour une justice fiscale

Les politiques fiscales sont fondamentales pour réduire les inégalités et générer une croissance économique équitable et durable. Il nous faut des actions fortes pour lutter contre l'évasion fiscale. Pour mettre un terme à une spirale négative et pour une plus grande justice sociale en Europe, nous avons besoin de convergence fiscale. Les systèmes de taxation doivent être progressistes et justes. La pression fiscale doit être déplacée du travail vers le capital, en introduisant une fiscalité juste relative aux sociétés. Il convient aussi de mettre à profit les incitants fiscaux en tant que sources d'investissement dans la création d'emplois, l'éducation, la recherche et l'innovation. Il faut également mettre un terme à la concurrence fiscale conduisant au dumping social.

L'Union européenne et les États membres doivent jouer un rôle de premier plan dans la mise en place de la justice fiscale. Il s'agit de politiques qui priorisent la croissance et à l'investissement, tout en assurant une distribution équitable des revenus, des richesses et du pouvoir, et en respectant les différences nationales. Une stratégie fiscale juste est un outil fondamental pour créer un cercle de croissance vertueux au sein de l'Union et pour assurer la pérennité de l'Union monétaire. Cette stratégie contribuera à l'équilibre entre la gestion de la dette publique et la stimulation de l'investissement. L'Union européenne doit œuvrer pour combler les vides juridiques et lutter contre les distorsions des politiques fiscales et des réglementations et contre les paradis fiscaux. Elle doit également lutter contre tous les autres mécanismes qui permettent aux principaux détenteurs des richesses d'échapper à leurs responsabilités envers la société.

II. Un New Deal social pour l'Europe

Tous les individus naissent égaux. C'est la raison pour laquelle les droits humains, économiques, sociaux et culturels de tous doivent être garantis et respectés. Tous les citoyens doivent être en mesure de mener une vie épanouie dans une société juste et dans laquelle l'égalité des genres est mise en œuvre dans toutes les sphères de la vie. Notre mission politique se rapporte à l'émancipation continue de chaque homme et de chaque femme, indépendamment de son âge, de son orientation sexuelle, de son origine ethnique ou sociale ou de ses croyances religieuses, de son handicap, identité de genres ou de ses capacités physiques ou mentales. Le progrès est un droit pour chaque citoyen ; chacun peut prétendre à bénéficier de l'ascenseur social sans qu'il ou elle ne soit empêché par quelque forme de discrimination ou quelque privilège que ce soit. Chaque homme et femme a la responsabilité de vivre convenablement et de contribuer à la vie de la société, dans la mesure de ses capacités. Cette approche incarne notre principe de justice sociale.

La responsabilité de vivre convenablement dans une société juste

Les sociétés justes sont des sociétés dans lesquelles les hommes et les femmes travaillent ensemble, sur un pied d'égalité, afin de créer les conditions propices à une vie épanouie et sécurisée. De plus, ces sociétés sont des sociétés inclusives, qui tirent leur force de la diversité des personnes qui en font parti. Une société inclusive signifie que personne n'est laissé de côté. Tout le monde doit être équipé pour contribuer à bâtir des sociétés inclusives et justes, pour partager la responsabilité de leur développement et pour bénéficier de la sécurité et des opportunités que nous créons ensemble. Les

citoyens disposeront alors d'une richesse qui va bien au-delà de la richesse matérielle, si bien que l'épanouissement personnel de chaque individu s'inscrit aussi dans un effort collectif.

Pour permettre à tous les citoyens de mener une vie épanouie et pleine de promesses, chacun doit pouvoir exercer de façon égale tous ses droits et profiter de chaque opportunités, à toutes les étapes de la vie. Tel est l'objectif du New Deal social pour l'Europe. Il reflète notre détermination à fournir une sécurité économique et une protection contre les risques de la vie. Il incarne également notre conviction selon laquelle le bien-être et la qualité de vie sont des éléments essentiels à l'épanouissement. Nous entendons ouvrir cette perspective à tous les citoyens à travers un emploi valorisant, un système d'éducation et de santé de qualité et un accès à la culture et en permettant à chacun de prendre part à la vie de la société.

Pour l'égalité hommes-femmes

Nous œuvrons pour un partage équitable du travail, du pouvoir, du temps et des rôles, que ce soit dans la sphère publique ou privée, entre les hommes et les femmes. L'égalité hommes-femmes est l'un des principes fondateurs de notre mouvement et une valeur clé de l'Union européenne dans son ensemble. Nous voulons l'émancipation des femmes dans la société, dans les processus de décisions politiques et économiques, au travail et dans la sphère privée, et lutter contre les stéréotypes sexistes qui nuisent à l'épanouissement des femmes et des hommes.

L'Union européenne devrait investir dans des stratégies pour promouvoir la représentation égale des hommes et des femmes, telles que les quotas en politique et dans le milieu économique. Ces mesures peuvent être considérées comme des étapes intermédiaires vers la parité. L'indépendance économique des femmes doit être renforcée, notamment en intégrant la dimension du genre dans les budgets nationaux. Garantir les droits relatifs à la santé sexuelle et procréatrice pour les femmes incarne notre conviction selon laquelle ces dernières disposent du droit de choisir et de décider librement. L'Union européenne doit combattre la violence envers les femmes et les stéréotypes sexistes. L'Union européenne doit aussi faire de la protection des droits des femmes et de la promotion de l'égalité hommes-femmes un des principes fondateurs de tous les accords avec les pays tiers.

Renforcer et moderniser nos États-providence

Les États-providence modernes sont fondés sur les valeurs d'égalité, de justice et de solidarité. Les droits et les devoirs de chacun doivent être le principe fondamental pour garantir cohésion et cohérence dans notre société. Nous voulons préserver, réformer et renforcer les États-providence. Les États-providence sont une condition préalable nécessaire à la garantie d'une croissance économique équitable et durable, à la réduction des inégalités fondées sur les origines culturelles et socio-économiques et pour assurer l'égalité entre les hommes et les femmes. Les États-providence sont dynamiques et doivent fournir une réponse adéquate, socialement juste et économiquement équitable, au changement démographique, à la transformation des structures du marché du travail et aux nouveaux risques sociaux. Les réformes continues doivent permettre à nos États-providence de mieux faire face à des sociétés changeantes dans un monde en mutation.

C'est pourquoi l'Europe a besoin d'un changement progressiste fondamental en faveur du renforcement et de la modernisation des États-providence. Les États membres doivent être encouragés et aidés pour mettre en place des États-providence dynamiques, qui offrent des services d'éducation, de formation et de politiques actives du marché du

travail. Tous les citoyens de l'Union européenne doivent jouir d'un accès à la sécurité sociale et aux soins de santé. La réforme de nos États-providence doit viser à l'autonomie des personnes, par opposition à la dépendance et doit dépasser les divisions entre les actifs et les non-actifs du marché du travail. Elle implique également un investissement dans des services publics et sociaux de qualité. Elle doit répondre au changement démographique en développant les crèches et les régimes de retraite publics. Les États-providence modernes doivent garantir la reconnaissance juridique du travail domestique, qui est un élément crucial dans le cadre du vieillissement des sociétés et des changements structurels du marché du travail. L'objectif est d'inverser les conséquences de l'austérité qui érodent la cohésion sociale et l'égalité hommes-femmes et qui compromettent les opportunités de vie des citoyens.

Pour un enseignement de qualité

L'accès à un système éducatif de qualité et gratuit pour tous est une autre pierre angulaire d'une société juste. Le New Deal social pour l'Europe doit garantir à tous les hommes et toutes les femmes l'égalité des chances pour apprendre et progresser tout au long de leur vie. Un enseignement de qualité renforce l'autonomie des individus dans la société, en tant que citoyens et en tant que travailleurs. Notre volonté de doter chaque citoyen des outils économique, social et politique nécessaires à son émancipation se traduit en pratique par l'égalité d'accès à un enseignement et un apprentissage, tandis que la connaissance et l'information sont des biens publics. Depuis leur plus jeune âge, les citoyens doivent avoir la possibilité d'acquérir des connaissances, des compétences et des aptitudes ; l'enseignement doit les équiper pour faire face aux défis de la vie. L'égalité d'accès à un enseignement de qualité dès le plus jeune âge, à travers des crèches de qualité et à un prix abordable, est le premier élément constitutif essentiel à l'épanouissement personnel. Il s'agit également d'un outil permettant de lutter contre les stéréotypes, les préjugés et la stigmatisation.

Les apprentissages formel et informel sont tous importants. De nouveaux efforts visant à correctement évaluer l'enseignement et les compétences à l'échelon européen sont nécessaires pour permettre égalité et justice sociale. Évaluer l'enseignement et les compétences à travers l'Union européenne est en effet nécessaire pour assurer que l'égalité des chances s'appliquent à tous et de la même façon sur le marché du travail. Des normes de qualités communes pour le système d'enseignement mixte, pour les contrats d'apprentissage et les stages professionnels doivent être appliquées afin de garantir le meilleur enseignement et la meilleure formation possible, tout en évitant l'exploitation des jeunes. Enfin, les programmes d'échanges européens encouragent la l'apprentissage interculturel et renforce un sentiment d'identité européenne. Il convient d'en poursuivre le développement.

Pour un emploi de qualité et valorisant

Pour nous, chacun a le droit inaliénable de bénéficier d'un emploi de qualité et valorisant. Cette volonté découle de notre engagement en faveur du plein emploi. Chaque homme et femme doit avoir l'opportunité de trouver un emploi qui correspond à ses connaissances, ses compétences et ses aptitudes et qui rend possible une évolution sur le plan personnel et professionnel. Les emplois valorisants sont la garantie d'une sécurité économique et de l'indépendance et permettent un développement individuel. Les emplois de qualité sont ancrés dans nos États-providence : des mesures sociales, en matière de santé, d'éducation et des politiques d'assurance doivent apporter sécurité et permettre un épanouissement pour tous les citoyens.

Une Union sociale doit être mise en place parallèlement à une Union économique afin de

surmonter les inégalités, garantir le progrès social et permettre un plein emploi de qualité. Au cœur de l'Union sociale nous plaçons Pacte social pour le progrès qui est composé d'objectifs sociaux contraignants en matière d'emploi, d'éducation, d'innovation et de cohésion sociale. Ces objectifs doivent être établis par les Etats membres, l'Union européenne et les partenaires sociaux. Un nouveau Programme européen pour l'emploi et l'investissement social définira les contours de la réponse à apporter à la poussée scandaleuse du chômage en Europe et aux taux vertigineux du chômage chez les jeunes dans certains États membres. Des outils efficaces au niveau local, régional, national et européen, tels que la Garantie européenne pour la jeunesse et une redistribution du temps de travail, sont nécessaires pour lutter contre cette tragédie. Le rôle des partenaires sociaux doit être renforcé au niveau européen et nationale pour mettre l'Europe sur le chemin du progrès social et de la justice sociale. Les partenaires sociaux doivent être impliqués dans la définition des accords qui portent sur la régulation du marché du travail en Europe. Les risques associés au travail doivent faire l'objet d'une surveillance continue. Le stress, le surmenage et l'isolation qui conduisent à l'épuisement professionnel et à l'absentéisme doivent être considérés comme des problématiques sociétales et non comme des questions individuelles, voire des cas isolés. Les employeurs doivent avoir l'obligation de prévoir des moyens limitant l'exposition de leurs employés à ces risques. Nous souhaitons également prêter davantage d'attention à la manière dont la vie professionnelle s'intègre aux activités sociales et personnelles et sur la qualité de l'environnement de travail, car ces éléments ont un impact sur la productivité et sur le bien-être de l'individu. Le travail doit être fortement ancré dans nos États-providence parce ce n'est qu'une seule dimension de la vie d'une personne. C'est la raison pour laquelle la réconciliation de la vie privée et de la vie professionnelle pour les hommes et les femmes doit être considérée comme un axe central des réformes du marché du travail et de l'État-providence. La vie de famille, profiter de son temps libre et prendre part à des activités bénévoles et civiques peuvent être d'une importance tout aussi grande que le travail pour l'épanouissement personnel.

Pour des salaires décents et un salaire égal à travail égal

Le travail doit générer une rémunération suffisante pour apporter une sécurité économique. Garantir un salaire qui assure un niveau de vie décent pour tous implique que les salaires soient être encadrés par des contrats équitables, juridiquement contraignants, conçus conformément au droit du travail et aux décisions prises par l'intermédiaire du dialogue social. Un salaire minimum devrait être mis en place dans tous les Etats membres, en prenant en compte les conditions du marché du travail au niveau national et en respectant entièrement le dialogue social. Le travail devrait également garantir l'accès à la sécurité sociale et être par conséquent toujours ancré dans l'État-providence. Les travailleurs doivent jouir d'un droit de parole à l'égard de la fixation des salaires. Ceci devrait contribuer à une meilleure distribution des bénéfices des entreprises parmi tous les employés. Les bonus devraient également être soumis à un droit de regard renforcé. Les réglementations et les institutions du marché du travail au niveau national, européen et international sont des outils pour obtenir davantage d'égalité et d'efficacité. Une meilleure régulation du secteur financier et une meilleure représentation de l'ensemble des employés dans les conseils d'administration des entreprises contribuerait également à plus d'efficacité et d'égalité.

Le principe du salaire égal à travail égal est essentiel pour mettre en place une justice sociale, l'égalité des droits à l'autonomie et la réduction de l'écart salarial entre les hommes et les femmes. Fermer l'écart salarial entre les hommes et les femmes va bien au-delà du principe de salaire égal à travail égal ; nous devons aussi prendre en compte d'autres facteurs tels que le travail à temps partiel, le plafond de verre, la pauvreté, la ségrégation horizontale et verticale, et un meilleur équilibre entre le professionnel et le

privé pour tous les hommes et toutes les femmes. Nous nous opposons aux discriminations salariales quelles que soient, telles que discriminations contre les minorités ethniques, les immigrés et les personnes handicapés. Ce principe doit donc être renforcé en imposant à tous les employeurs de respecter les mêmes obligations pour tous les employés conformément aux normes en vigueur sur le lieu de travail et indépendamment de l'origine de l'entreprise, du type de contrat de l'employé ou si l'employeur est un sous-traitant ou pas. La lutte contre le dumping social qui continue à avoir lieu à cause de failles dans la loi, doit être une priorité pour les socialistes et socio-démocrates. Les stages en entreprise qui facilitent l'intégration des jeunes au marché du travail doivent être considérés à la fois comme des expériences éducatives et comme des opportunités professionnelles et donnant accès à la sécurité sociale. Les stagiaires doivent être traités de manière équitable et en aucun cas, les stages ne peuvent servir de moyen pour l'employeur d'exploiter les jeunes. Les droits aux prestations de retraite doivent respecter les principes de la justice sociale et de la dignité humaine. Cette approche incarne notre engagement pour la prévention active de l'exploitation, de la discrimination, de l'appauvrissement et du dumping social.

Pour le maintien des biens et services publics

Les biens publics sont essentiels au bon fonctionnement de la société et à la concrétisation des objectifs de justice sociale. Ils jouent un rôle essentiel dans le développement d'un sens de la responsabilité collective et un sentiment d'appartenance à la société. Ils sont le lien entre la responsabilité individuelle et la responsabilité collective. La préservation des biens publics est fondée sur la réciprocité entre les droits d'une personne à en jouir et sa responsabilité à en préserver l'intégrité. Cela signifie que les autres, y compris les générations futures, sont également susceptibles de bénéficier de leur utilisation et de leurs avantages. De plus, afin d'assurer l'égalité d'accès aux services publics, ces derniers doivent être fournis de façon universelle à tous.

Une représentation solide et responsable de la puissance publique tout au long de la chaîne démocratique, depuis le niveau de gouvernement local au niveau européen, en passant par le niveau régional et national, est essentielle pour garantir à la fois la réciprocité et la mise à disposition universelle durable des biens publics. La puissance publique doit garantir la mise à disposition et la durabilité des biens publics en créant un cadre moderne de services publics qui comprend égalité d'accès, haute qualité et à un prix abordable. Ces objectifs doivent être communs à tous les États membres de l'Union européenne et cette dernière fournit un cadre pour la mise à disposition de biens et de services publics. Ce cadre doit garantir l'autonomie des collectivités et des organisations concernées au niveau local, régional et national pour la provision efficace de ces biens et services. Nos États-providence dépendent de cette mise à disposition. Les services sociaux constituent une forme de services publics et doivent être fournis en combinant services universalisés et individualisés. Les Services d'intérêt général doivent être préservés d'une logique de concurrence motivée par le profit. Ils doivent être considérés comme des droits publics et comme des outils qui permettent à chacun de mener une vie épanouie. Outre la défense de l'exception culturelle et des droits des artistes et créateurs, l'UE doit développer une politique culturelle qui vise à garantir la diversité et l'accessibilité de toutes les formes d'expressions culturelles et artistiques.

III. Une Union de la solidarité

L'Europe doit devenir une Union de la solidarité. Elle incarne notre conviction que la solidarité permet le changement progressiste, étant donné que des citoyens unis accomplissent davantage. Une Union de la solidarité influencera la façon dont nous

vivons et dont nous travaillons ensemble. L'Union de la solidarité façonnera la manière dont l'Europe fait face à ses responsabilités à l'égard de la paix et de la prospérité à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. Réduire les inégalités à l'intérieur de l'Union européenne renforcera la capacité de cette dernière à agir ailleurs dans le monde. Les citoyens doivent disposer de la possibilité d'assumer leurs responsabilités à l'égard des uns et des autres et de façon à vivre ensemble. À travers plus de solidarité, nous pouvons restaurer le sens d'appartenance des citoyens à l'Union européenne.

Ensemble, nous sommes plus forts

Nous nous battons pour une société européenne dans laquelle tous les individus se définissent comme des ressortissants d'une même communauté locale, régionale ou nationale, mais aussi comme des citoyens européens, et dans laquelle les individus, les États et les régions ont un sens de responsabilité les uns envers les autres. La solidarité signifie s'unir pour une cause commune. Les individus doivent avoir la capacité d'assumer leurs responsabilités communes, entre hommes et femmes, entre communautés et entre générations. Notre nouvelle vision de la solidarité est un investissement conjoint dans notre avenir commun. Cette vision implique une justice pérenne et une solidarité intergénérationnelle. Nous devons nous assurer que les retraites, les soins de santé et les systèmes de sécurité sociale sont accessibles aux personnes âgées. L'accès à un enseignement universel et gratuit forme également un élément primordial afin de s'assurer que nos enfants et nos petits-enfants disposent des moyens nécessaires à leur émancipation.

Au sein de notre Union, nous visons ensemble le développement de nos communautés, de nos zones rurales, de nos villages, de nos villes et de nos régions. Les initiatives qui organisent la vie au sein de nos communautés et qui encouragent le bénévolat doivent être soutenues. Elles permettent aux individus de se rassembler et de travailler ensemble pour réaliser le changement progressiste auquel nous aspirons tous. À cette fin, nous renforcerons la cohésion sociale –et les échanges entre les gens et les communautés. Nous ferons de la prévention contre l'exclusion et la stigmatisation en construisant des nouveaux liens sociaux. Ces efforts sont à même de restaurer le sens d'appartenance à l'Union européenne.

Combattre l'extrémisme, la discrimination et la xénophobie

Le respect de la démocratie et de l'État de droit en Europe sont des valeurs fondamentales qui doivent être accompagnées de sanctions claires et de mécanismes de renforcement lorsque le nationalisme, les propagandes antidémocratiques, la discrimination ~~et~~, la xénophobie et l'homophobie gagnent du terrain. La crise a engendré une hausse de l'influence des populistes d'extrême droite nationaliste. Ces tendances conduisent à une carence de normes démocratiques et minent les dispositions constitutionnelles. Il est donc important que la législation anti-discrimination et que la Charte européenne des droits fondamentaux soient mises en œuvre sans concession et respectées par tous les États membres.

L'intégration sociale doit être fondée sur l'idée que tous les individus bénéficient des mêmes droits et des mêmes responsabilités. Pour garantir le succès de l'intégration, une approche inclusive à travers l'éducation des enfants dès leur plus jeune âge, la connaissance des langues, l'accès à l'emploi, au logement, aux services sociaux et à la vie de la communauté doit être privilégiée, tout en exigeant le respect des responsabilités de chacun. Les droits de l'homme prévalent dans notre approche à l'immigration par opposition aux discours sécuritaires qui taxent les immigrés de tous les maux de la

société et de l'économie. Renforcer notre approche au niveau des frontières extérieures, en partageant équitablement les charges, contribuera à lutter contre le trafic d'êtres humains, de femmes en particulier, et contre les réseaux criminels. L'intégration est l'autre élément majeur de notre approche à l'égard de l'immigration.

Pour une union de la convergence et de la cohésion

L'avenir de l'Union européenne dépend d'un engagement renouvelé pour la solidarité. L'écart entre les régions et les pays de l'Union européenne est trop important et nuit à la légitimité démocratique et à la confiance dans les processus de décision européens. Une meilleure coordination et une meilleure coopération sont nécessaires pour brider le capitalisme financier, réduire les inégalités entre les régions d'Europe, surmonter les déséquilibres commerciaux au sein de l'Union monétaire, améliorer la situation des finances publiques et assurer les investissements nécessaires à une croissance économique durable et à une sortie de crise.

Nous devons renforcer l'unité de l'Union européenne. Les faiblesses structurelles de la zone euro limitent la capacité de l'Europe à réagir de façon appropriée face aux défis d'aujourd'hui. Nous rejetons l'approche qui veut que le projet européen soit uniquement un projet à vitesse et à niveau différés. Sur le long terme, cette approche n'apporte pas une solution pour la sortie de la crise. La solidarité, la cohérence et la convergence sont les seules alternatives au cercle vicieux de la subordination des gouvernements aux marchés de capitaux. Lorsque c'est approprié, nous soutenons un rassemblement dans le cadre d'une coopération renforcée, qui est un outil qui ouvre la voie à une intégration sur un certain nombre de domaines spécifiques et sans affaiblir la légitimité démocratique des institutions européennes. De plus, la lutte contre le crime organisé, la corruption et le blanchiment d'argent doit être une priorité politique claire de l'Union européenne et des Etats membres. Ces crimes sont un véritable danger pour la cohésion, le développement économique et le bien-être des personnes. La corruption érode la légitimité et la confiance dans les institutions démocratiques et mine l'intégrité et l'éthique. La transparence dans les délégations de service public, dans le secteur bancaire et financier, et dans les pratiques des entreprises doit être assurée.

Pour des normes sociales européennes communes

Une Union de la solidarité doit garantir des normes sociales minimales. Cet engagement reflète l'ambition de progresser tous ensemble vers un même objectif. Ces normes doivent garantir les droits humains, sociaux, économiques et culturels de tous les hommes et de toutes les femmes d'Europe. Simultanément, nous considérons ces normes minimales comme des outils et non comme des fins en soi. Ils ne sont et ne seront toujours que des repères sur la voie de la réalisation d'une société juste et inclusive. En ce sens, ils peuvent avoir une valeur d'indicateurs et contribuer à l'évaluation et à l'amélioration des actions politiques au niveau local, régional, national et européen.

Ces normes sociales européennes communes et un revenu minimum doivent être garantis aux quatre coins de l'Union européenne. Il convient de lutter activement contre l'exploitation, la discrimination, l'appauvrissement et le dumping social. Le Protocole de progrès social doit être mis en œuvre pour que les droits sociaux fondamentaux aient préséance sur les libertés économiques. Cette approche mettra fin à l'érosion des normes du marché du travail induite par les pratiques déloyales et abusives envers les travailleurs. D'autres actions doivent être prises pour faire la promotion de l'amélioration des conditions de vie et de travail. Dans une Union de la solidarité, l'Union européenne doit encourager les Etats membres et les collectivités locales et régionales à fournir des logements sociaux décents et abordables.

Pour un développement durable

Les principes du développement durable nous tendent une Union de la solidarité. Nous œuvrons pour préserver les ressources de la planète au lieu de les épuiser. La durabilité environnementale signifie que nous protégerons la nature pour les générations actuelles et futures, non seulement au sein des villes européennes et des pays de l'Union, mais à travers le monde. La logique de la responsabilité partagée à l'égard de l'environnement dans lequel nous vivons doit guider nos comportements en matière de production et de consommation. Nos politiques doivent être socialement responsables et respectueuses de l'environnement. Nous sommes d'avis que l'Union européenne est capable de restaurer sa capacité à générer de la prospérité, des richesses et le bien-être social et que pour y parvenir, il faut passer par une prise de conscience écologique.

Chacun dispose du droit de vivre dans un environnement sain et a le droit à l'égalité d'accès à la nourriture et à l'eau potable. Ces éléments – l'eau, la sécurité alimentaire et les écosystèmes – sont des biens publics universels et doivent être garantis à tous les individus. L'environnement est aussi un bien public, car chacun est également responsable de sa préservation. Les générations futures doivent pouvoir bénéficier d'une même qualité environnementale que celle dont nous jouissons aujourd'hui. Combattre le changement climatique est également crucial à la préservation des écosystèmes mondiaux, qui sont d'une importance vitale pour le bien-être des populations, aujourd'hui et demain. Nous devons lutter contre le changement climatique et l'épuisement des ressources naturelles afin de maintenir la qualité du monde dans lequel nous vivons et éviter toute conséquence dramatique pour la population et pour l'économie mondiale. L'Union européenne doit se poser en leader mondial de l'évolution vers une économie à bas carbone et œuvrer à l'établissement d'un large spectre de règles mondiales visant à réduire les émissions de gaz effet de serre et pour une utilisation durable et responsable des ressources naturelles. Une feuille de route européenne pour un monde durable crédible, où la justice sociale prévaut et où nos écosystèmes prospèrent, doit s'accompagner d'outils favorables à l'adaptation et à la mitigation. Une politique énergétique européenne commune doit devenir une pierre angulaire de l'intégration européenne dans l'avenir.

Pour une politique étrangère européenne fondée sur des valeurs

Nous sommes convaincus que nous ne connaissons durablement la paix et la stabilité que si un gouvernement offre à ses citoyens la sécurité, la liberté (c'est-à-dire la démocratie, l'État de droit et le respect des droits de l'homme), la prospérité économique, le progrès social et l'égalité, y compris l'égalité hommes-femmes. Cela vaut non seulement pour l'Union européenne, mais aussi pour toutes les sociétés à travers le monde. Nos intérêts économiques ne doivent pas être poursuivis au détriment des droits démocratiques et humains d'autres régions et pays du monde avec lesquels nous sommes engagés. Nous devons faire usage de l'expérience spécifique de l'Union européenne en matière de coopération rapprochée entre États dans le but de garantir la paix et la prospérité et soutenir nos partenaires dans les régions voisines et ailleurs dans le monde.

Il ne peut y avoir de solution universelle. Ce n'est qu'à travers une coopération avec les processus de réforme en vigueur au niveau local, et sans imposer de modèle spécifique, que nous pourrions véritablement atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés en matière de politique étrangère. Notre expertise et notre connaissance doivent soutenir les processus de transition démocratique, sociale et économique améliorant la vie des citoyens, indépendamment de l'endroit où une personne est née et dans le respect total des droits des femmes. En s'attaquant aux causes originelles de l'insécurité et de

l'instabilité en dehors de l'Union, nous améliorerons la sécurité à l'intérieur même de nos frontières.

L'Europe doit porter les principes de ouverture, de transparence et d'équité dans la politique d'élargissement pour promouvoir ses valeurs de respect pour la dignité humaine, la démocratie, égalité, l'Etat de droit et les droits de l'homme. Ces valeurs permettent de faire avancer conjointement un agenda pour la paix, la prospérité et le progrès pour tous. Ces lignes directrices doivent également sous-tendre la politique européenne de voisinage pour construire ensemble des sociétés démocratiques capables de présenter de nouvelles opportunités à ses citoyens. L'Europe doit assumer sa responsabilité et apporter son soutien aux peuples du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, et dans les pays de l'Est dans leur combat pour un avenir meilleur. L'Union européenne doit activement contribuer à la transition démocratique, au développement socio-économique et pour garantir la justice sociale. Tout les pays ayant une perspective d'adhésion deviendront des membres de l'Union européenne lorsqu'ils rempliront les conditions nécessaires.

Pour une Union européenne qui joue un rôle de premier plan en matière de paix et de justice sociale à l'échelle mondiale

Nous sommes convaincus que l'Europe doit assumer ses responsabilités internationales et jouer un rôle important dans l'élaboration d'un nouvel ordre multipolaire mondial d'après-crise et qui est composé de blocs politiques et économiques émergents. Cette tâche doit être effectuée au sein d'une architecture institutionnelle renforcée qui est responsable devant les citoyens et qui ouvre la voie à une plus grande stabilité. A travers ses activités internationales, l'Union européenne devrait redéfinir son approche vis-à-vis la sécurité internationale. De plus, la participation et la responsabilité sont très importantes. L'implication des citoyens doit être centrale pour définir et mettre en place des politiques pour combattre la pauvreté et pour créer un nouveau cadre de développement humain légitime.

L'engagement envers la solidarité internationale signifie que l'Union européenne ne doit jamais abandonner ses politiques de développement et d'aide extérieure. Les moyens permettant leur réalisation sont sous pression à cause de coupes budgétaires dans la vague d'austérité. Notre promesse faite à l'humanité est de mener notre combat contre la pauvreté, l'exclusion sociale et les inégalités au-delà des frontières de l'Europe et de promouvoir le développement humain et le commerce équitable fondé sur les droits humains. Elle reflète notre responsabilité d'assurer une distribution équitable des connaissances, des revenus et du pouvoir, trois éléments propices à une croissance durable et équitable. L'efficacité de la politique d'aide, sa qualité et sa transparence ainsi que les accords commerciaux internationaux et bilatéraux constituent des moyens pour l'Union européenne de promouvoir des engagements pour des normes environnementales et de travail. Notre action doit être le reflet de cet engagement. Ainsi, nous n'abandonnerons pas le combat que nous menons pour offrir à chacun un travail décent et des conditions de vie décente, pour l'égalité entre les hommes et les femmes, pour un droit à l'enseignement et pour un accès à un système de sécurité sociale. La cohérence en matière de politique européenne est essentielle pour progresser dans le combat contre les inégalités dans le monde.

L'Europe doit également maintenir son engagement humanitaire envers les individus victimes de conflits armés, tout spécialement les femmes et les enfants, tout en fournissant un soutien au processus de pacification et de reconstruction une fois le conflit terminé. Les femmes ne doivent pas seulement être considérées comme des victimes, mais aussi comme des acteurs du changement, du développement, et des processus de

paix et de démocratisation. Etre un acteur de la paix implique aussi l'utilisation prioritaire de tous les outils diplomatiques permettant de mettre fin aux conflits, dont l'imposition de sanctions sévères contre leurs auteurs, avant d'envisager la possibilité d'un conflit armé. Nos actions sont également guidées par le principe de multilatéralisme. Nous réaffirmons la responsabilité première des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale. En cas d'intervention, il convient de solliciter l'approbation des Nations unies. C'est pourquoi les Etats membres doivent agir davantage de manière concertée et parler d'une seule voix. Nous devrions demander un siège permanent pour l'Union européenne au sein u Conseil de sécurité de l'ONU. Nous nous battons pour un monde sans armes nucléaires et chimiques. De plus, nous soutenons avec force les efforts faits en faveur d'un désarmement progressif et des règles plus strictes de non-prolifération comme un élément essentiel de notre politique pour la paix. En alignement avec les traités de l'ONU et internationaux, l'Union européenne doit être un acteur pour la paix en faisant campagne pour la non-prolifération, le désarmement nucléaire et contre les munitions à fragmentation, les armes chimiques et biologique et les mines anti-personnelles, en utilisant tous les outils qui sont à sa disposition. Nous nous engageons à renforcer la politique de sécurité et étrangère européenne afin de faire de l'Europe un pionnier pour une politique pour la paix responsable et engagée.

Une alternative progressiste pour l'avenir de l'Europe

Nous croyons en l'Union européenne en tant que projet qui rassemble les individus, les sociétés, les régions et les États au nom de la paix, de la prospérité et du progrès pour tous. Nous pensons que notre mission politique s'accompagne d'une vision alternative de l'avenir de l'Europe, afin qu'elle puisse évoluer et porter une fois encore un message d'espoir pour tous les hommes et toutes les femmes.

Une nouvelle économie politique a pour but le plein emploi et de permettre à toutes les parties prenantes dans l'économie de restaurer le contrôle démocratique dans le processus de décision économique. Cette approche ouvrira la voie à une économie sociale de marché qui remplit ses responsabilités à l'égard des individus et de la société.

Un New Deal social pour l'Europe incarne notre engagement envers l'égalité et la justice. Nous pensons que l'Union européenne doit concrétiser la justice sociale en protégeant et en permettant à ses citoyens de vivre une vie épanouie dans des sociétés justes tout en leur permettant de faire face aux défis d'un monde en mutation.

L'Union de la solidarité est la façon dont nous souhaitons bâtir des relations entre les individus, les sociétés et les pays de l'Union européenne. Elle reflète notre engagement d'assumer nos responsabilités à l'égard des autres et d'unir nos forces dans une mission commune, pour un monde pacifié et plus juste.